

# L'ENGAGEMENT

## PARTENARIAT CONTRE LA PAUVRETÉ *Vers la Turquie 2011*



DANS CE NUMÉRO:

- Conférence des Nations Unies pour évaluer les progrès du développement dans les Pays les Moins Avancés depuis les dix dernières années...2
- Message du Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les PMA, Cheick Sidi Diarra...3
- Les petits états insulaires en développement des Caraïbes préconisent des programmes de développement plus performants...3
- Les PMA Africains toujours vulnérables à la violence et la pauvreté...4
- Les Nations Unies lancent un nouveau site Web pour la 4eme conférence sur les PMA...4
- Préparations pour la quatrième conférence des Nations Unies sur les Pays les moins avancés...5
- La prochaine conférence sur les Pays les moins avancés se penche sur les contraintes des pays les plus vulnérables...6
- Mobilisation de ressources pour les pays les moins avancés...7
- Evénements à venir...7
- Actualités...8



United Nations

UN OFFICE OF THE HIGH REPRESENTATIVE FOR THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES, LANDLOCKED DEVELOPING COUNTRIES AND SMALL ISLAND DEVELOPING STATES

PANORAMA

# Conférence des Nations Unies pour évaluer les progrès du développement dans les Pays les Moins Avancés depuis les dix dernières années

Les 49 pays les moins avancés sont en train d'évaluer l'impact des mesures de développement sur leurs pays au cours des dix dernières années, en préparation pour la quatrième conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (PMA IV).

Les conclusions de ces évaluations menées au niveau national seront intégrées dans l'ordre du jour de PMA IV, qui devrait avoir lieu à Istanbul, en Turquie, au début de l'année prochaine. L'objectif de la conférence est de mesurer les progrès sur le terrain depuis la mise en œuvre des "10 ans de Bruxelles" (un programme d'action adopté en 2001), ainsi que d'identifier et adopter de nouvelles stratégies pour combler toutes lacunes importantes qui pourraient entraver la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Les Pays les moins avancés appartiennent à une catégorie d'États qui, d'après la classification de l'ONU, font face à de graves défis au développement humain, tels que l'extrême pauvreté, la pénurie alimentaire et d'autres vulnérabilités économiques et environnementales. Le Programme de Bruxelles, adopté au cours de la troisième conférence sur les PMA, est une stratégie de développement global visant à réduire la pauvreté, à améliorer les systèmes de gouvernance, à renforcer les capacités, et mobiliser les ressources financières, entre autres.

Bien que certains progrès économiques et sociaux aient été réalisés dans ces pays, de nouveaux défis menacent de freiner – et même de faire régresser – ces progrès et d'élargir les disparités sociales entre les régions rurales et les zones urbaines. En l'absence d'un plan visant à atténuer de nouvelles menaces comme les changements climatiques, la crise énergétique, et une économie mondiale en déclin, les pays les moins avancés sont confrontés à un risque croissant de pauvreté et de détresse.

Avec la conclusion du Programme de Bruxelles cette année, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé d'organiser PMA IV (résolution 63/227) pour évaluer l'efficacité du programme à ce jour et établir toutes mesures nécessaires pour s'attaquer à ces nouveaux défis mondiaux. Au cours de la conférence, les meilleures pratiques et les leçons tirées de ces 10 dernières années seront analysées et les parties prenantes concernées seront encouragées à réaffirmer leur engagement de soutien aux PMA et à mobiliser l'appui international pour les pays les moins développés.

Les préparatifs pour la conférence sont déjà en cours au niveau national et régional. Suite à des évaluations participatives au niveau des pays, deux réunions régionales auront lieu avec la participation de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Commission économique et sociale de l'Asie et du Pacifique (CESAP). Vers la fin de l'année, un comité préparatoire intergouvernemental rédigera un projet de conclusions reflétant les résultats au niveau régional et national.

La conférence commencera par une cérémonie d'ouverture suivie d'un débat général et d'un examen du projet, avec pour objectif de parvenir à un consensus entre les parties prenantes principales. Les coordinateurs de la conférence soulignent l'importance d'une participation générale et de la transparence dans le processus préparatoire et tout au long de PMA IV, auquel participeront divers organismes de l'ONU, plusieurs organisations internationales issues du secteur privé, de la société civile, et d'autres parties prenantes. La conférence permettra également des discussions de fond sur divers sujets.

Le sponsor et le coordinateur de la PMA IV est l'Office des Nations Unies du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, pays en

développement sans littoral et les petits États insulaires (UN-OHRLS). UN-OHRLS a été créé en 2002 pour aider à mettre en œuvre le Programme d'action de Bruxelles. ■

C E N U M É R O

Ce numéro trimestrielle de "l'Engagement" (*The Commitment*) offre un aperçu des initiatives et de la série de réunions préparatoires qui ont commencé autour du globe, en vue de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA) l'année prochaine.

L'objectif de la Conférence PMA IV est d'évaluer les progrès de la mise en œuvre de la stratégie de développement de 10 ans connue sous le nom de "Programme d'action de Bruxelles"; un programme qui vise à améliorer les conditions économiques et sociales dans les 49 pays les plus pauvres du monde. Un des objectifs parallèles de la conférence sera d'identifier de nouvelles mesures nationales et internationales pour aider au développement durable de ces pays entre 2011 et 2021.

Début 2011, plusieurs réunions préparatoires auront lieu au niveau régional, national, et international. Ce numéro illustre les conclusions initiales de rapports à échelle locale issues de conférences qui ont déjà eu lieu, y compris les deux événements suivants:

- La Réunion d'examen régional africaine à Addis-Abeba, Ethiopie (mars 2010), pour évaluer les progrès du développement dans les PMA africains (plus Haïti)
- La réunion d'examen régional d'Asie-Pacifique à Dhaka, Bangladesh (janvier 2010), pour évaluer les progrès du développement dans les PMA d'Asie-Pacifique (plus le Yémen)

Les conclusions et les recommandations de ces réunions alimenteront le débat général à la conférence.

Ce numéro présente aussi un article sur la visite du Sous-secrétaire général des Nations Unies Cheick Sidi Diarra au gouvernement turc, qui sera l'hôte de l'événement de cinq jours.

Un autre article dans cette édition expose en détail le lancement d'un nouveau site Internet dédié à la Conférence PMA IV et tout événement et informations générales qui lui sont liés, ainsi qu'une interview avec l'ambassadeur népalais auprès des Nations Unies, Chandra Acharya.

En couverture



Le logo de la quatrième Conférence des Nations Unies (PMA IV) aura lieu à Istanbul, en Turquie, au début de l'année prochaine. L'objectif de cette conférence est de mesurer les progrès dans la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles.



# Message du Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les PMA, Cheick Sidi Diarra

**A**vec un peu plus d'un an avant la quatrième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA), je tiens à constater que je suis heureux des progrès qui ont été réalisés jusqu' à présent, et j'ai le plaisir d'annoncer que les préparatifs en cours pour cette nouvelle édition de la conférence sont en bonne voie. Lors d'un récent voyage au pays d'accueil, j'ai été encouragé par le soutien politique écrasant que la conférence avait mobilisé. Après les nombreux entretiens que j'ai eus en Turquie, je suis confidant que le pays a l'engagement nécessaire, la capacité, et le désir de veiller à ce que la réunion de 2011 soit un véritable succès. La prochaine étape en vue de la conférence comprend plusieurs missions de planification à Istanbul, au cours desquelles plusieurs experts de différents ministères au sein de l'ONU essayeront de marier les besoins de la conférence avec la réalité sur le terrain.

C'est en effet un défi, mais je n'ai aucun doute que l'équipe de l'ONU s'y tiendra.

Même si cette conférence en Turquie en 2011 constitue une priorité au Bureau du Haut Représentant, nous restons tout aussi dédiés à nos autres circonscriptions, à savoir: les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (PEID). Sous la formidable supervision de mon directeur, Mme Lakshmi Puri, l'équipe du PEID formule actuellement une série de plates-formes de soutien qui serviront à mettre en évidence les défis auxquels fait face ce groupe de pays vulnérables. L'équipe a élaboré des messages de base qui sont actuellement mis au point en vue de produire des résultats concrets.

Je voudrais aussi attirer votre attention sur la récente publication produite par mon Office portant sur l'impact de la crise financière sur les pays en développement sans littoral. La



Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les PMA, Cheick Sidi Diarra

recherche est approfondie et les résultats sont tout à fait surprenants. Inutile de préciser qu'il reste encore beaucoup à faire pour mettre fin aux retombées de la crise économique sur les PMA.

Enfin, je voudrais vous inviter à vous connecter sur notre nouveau site Web pour la 4ème conférence de l'ONU sur les PMA, qui vous donnera un aperçu de la conférence et comment vous pouvez participer. ■

# Les petits états insulaires en développement des Caraïbes préconisent des programmes de développement plus performants

*Allyn Gaestel*

**L**es petits états insulaires en développement des Caraïbes sont vulnérables aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire, mais réunis autour d'une plate-forme politique commune plus performante, ils pourraient améliorer la subsistance de leurs citoyens.

Les petits états insulaires en développement des Caraïbes sont vulnérables aux changements

climatiques et à l'insécurité alimentaire, mais réunis autour d'une plate-forme politique commune plus performante, ils pourraient améliorer la subsistance de leurs citoyens.

Les États des Caraïbes se sont réunis à Grenade en Mars dernier pour examiner les cinq ans de la mise en œuvre du Programme de Maurice – la Stratégie d'action pour le développement durable

des petits États insulaires en développement (PEID). La Stratégie de Maurice met l'accent sur les besoins uniques des PEID et présente une série de mesures visant à mettre en priorité les actions de développement. La réunion a examiné comment les États des Caraïbes ont eu recours à la stratégie pour orienter les efforts de développement et comment ces efforts pourraient être réorientés pour être encore plus efficaces.

Lakshmi Puri, la directrice du Bureau du Haut Représentant de l'ONU pour Les pays les moins développés, en développement sans littoral et les petits États insulaires (OHRLLS), a assisté à la conférence et s'est entretenue avec MediaGlobal à propos des suggestions qu'elle a présentées aux États insulaires.

"Les changements climatiques se manifestent de manière plus rapide et visible pour les États insulaires que pour les autres nations", Puri a mentionné à MediaGlobal. "Une des plus grandes vulnérabilités de ces États est leur taille. Beaucoup sont également tributaires de l'aide étrangère et des marchés financiers pour leur croissance, ce qui les rend vulnérables aux fluctuations de l'économie mondiale. »



Les États des Caraïbes se sont réunis à la Grenade en Mars pour examiner la mise en œuvre des cinq ans du Programme d'action et de Stratégie de "l'île Maurice" pour le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID).

Lakshmi Puri, directrice de l'Office des Nations Unies du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, Pays en développement sans littoral et les PEID (UN-OHRLLS) est au premier rang, deuxième à droite.

*continué sur la page 7*

## Les PMA Africains toujours vulnérables à la violence et la pauvreté



Les pays les moins avancés d'Afrique restent toujours en proie aux conflits armés et à l'extrême pauvreté qui les menacent, et cela, en dépit des progrès notables réalisés au cours de la dernière décennie en matière de gouvernance et d'économie, selon une récente étude au processus de développement à Addis Abeba, Éthiopie.

La Réunion régionale sur l'Afrique a eu lieu le 8 et 9 Mars 2010 en vue de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les Pays les moins avancés (PMA IV) à Istanbul, en Turquie, au début de l'année prochaine. Les deux jours ont servi à évaluer les progrès du "Programme d'action" de Bruxelles dans les pays africains les plus pauvres (plus Haïti) et à proposer des mesures pour faire avancer les objectifs de développement dans ces pays pour les dix prochaines années. La réunion a produit d'un rapport dont les résultats alimenteront les débats participatifs de PMA IV.

D'après le rapport, Les PMA africains ont vu d'importants gains au niveau du développement au cours de la dernière décennie, y compris des améliorations dans les domaines de la croissance économique, de la gouvernance démocratique, de l'enseignement primaire, et de l'égalité des sexes dans l'espace social. Mais le rapport indique que toutes ces avancées n'ont pas réussi à réduire les niveaux de pauvreté au sens global. Plus troublant encore, ces gains sont de plus en plus érodés par les pénuries alimentaires, les crises d'énergie, et les défis émergents tels que les changements climatiques et la crise économique mondiale. Les ressources alimentaires sont de plus en plus précaires, les inondations et autres catastrophes naturelles provoquées par les changements climatiques

ont également imposé des difficultés immenses sur ces pays.

Pour relever ces défis, les participants de la réunion d'examen ont souligné la nécessité de renforcer les capacités productives des pays concernés, en particulier dans le secteur agricole. Le manque de concentration sur ce secteur en politique nationale s'est avéré problématique, étant donné que la majeure partie des populations vivent dans des zones rurales. Les stratégies d'exportation ont également conduit à l'exploitation des ressources naturelles, plutôt qu'à la diversification, ce qui rend les pays plus vulnérables encore aux chocs extérieurs.

Le rapport a également souligné la nécessité d'améliorer les infrastructures déjà existantes – par le biais d'innovations technologiques et d'amélioration des systèmes de gouvernance – pour faciliter l'intégration de ces pays dans l'économie mondiale.

La mobilisation de ressources financières reste un autre défi pour de nombreux pays africains, y compris la difficulté de générer des revenus intérieurs et la forte dépendance à l'aide publique au développement, aux versements de fonds, à l'annulation de dettes, et aux investissements directs étrangers et autres sources externes.

Enfin, les conflits armés continuent à entraver le potentiel des PMA africains à soutenir les progrès du développement. La paix et la sécurité sont des conditions préalables pour le développement économique et les améliorations sociales. Des efforts soutenus sont nécessaires pour assurer la sécurité, promouvoir la médiation de conflits et forger les capacités économiques et sociales des

citoyens de ces pays.

Une semaine avant la réunion, Addis Abeba avait également accueilli la société civile de l'Assemblée pour l'évaluation des défis au développement dans les PMA africains. Avec 34 représentants de la société civile africaine et de l'Organisation des Nations Unies, la réunion visait à renforcer les alliances entre les organismes de la société civile et les gouvernements des PMA, ainsi qu'à intensifier la contribution et la participation des organismes de la société civile africaine (OSC) à la 4ème conférence des PMA et au-delà.

L'événement était axé sur l'impact de la crise financière sur les PMA africains, le statut du Programme de Bruxelles, les Objectifs du millénaire pour le développement dans les PMA africains, la crise alimentaire, les moyens de subsistance, et l'impact des changements climatiques sur ces pays.

Le rapport ajoute que si les OSC ont contribué au développement, à la mise en œuvre, et au suivi des politiques dans les PMA africains, ils ont eu un rôle plus limité au niveau de la mobilisation des ressources financières, puisque les sociétés civiles ont peu de contacts avec des institutions financières telles que la Banque africaine de développement (BAD), le FMI, et la Banque mondiale.

Ces deux événements à Addis-Abeba ont été co-organisés par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'Office des Nations Unies du Haut Représentant pour les Pays les moins avancés, Pays en développement sans littoral et les petits États insulaires (UN-OHRLS), et le bureau régional pour l'Afrique du Programme de développement de l'ONU. ■

## Les Nations Unies lancent un nouveau site Web pour la 4ème

L'Office des Nations Unies du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, États sans littoral en développement et petits États insulaires en développement (OHRLS) a lancé un nouveau site Web pour promouvoir la prochaine conférence dédiée au pays les plus pauvres du monde.

Prévue début 2011 à Istanbul, Turquie, la quatrième Conférence des Nations Unies sur les

pays les moins avancés (PMA IV) a pour ordre du jour d'évaluer les progrès de la mise en application de développements clés au cours de la dernière décennie et d'identifier une stratégie de lutte contre les nouveaux défis au développement auxquels ces pays devront faire face dans les dix prochaines années, tels que le changement climatique et une économie mondiale en déclin.

L'objectif principal du nouveau site est de fournir renseignements et ressources utiles sur la conférence de cinq jours, y compris les objectifs de PMA IV, un calendrier des événements à venir, et les détails sur les différentes activités préparatoires déjà en cours au niveau national. Les résolutions et résultats des dernières réunions préparatoires des Nations Unies ainsi que d'autres documents liés à la conférence sont également



# Préparations pour la quatrième conférence des Nations Unies sur les Pays les moins avancés

**E**n quête de soutien pour la Quatrième Conférence des Nations Unies sur Pays les moins avancés (PMA IV), un haut fonctionnaire des Nations Unies s'est rendu en Turquie en visite officielle au gouvernement turc, qui sera l'hôte de la conférence au début de l'année prochaine.

Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les PMA, les Pays en développement sans littoral, et les petits États insulaires (OHRLLS), a visité Istanbul, en Turquie en avril 2010, avec une double-mission: exprimer sa gratitude au Gouvernement de la Turquie pour avoir offert d'accueillir la conférence et insister auprès des autorités turques que l'événement est important non seulement pour les pays les moins développés, mais aussi pour le système des Nations Unies dans son ensemble. PMA IV sera la première conférence de haut niveau en son genre après la crise financière mondiale de 2008 et ses résultats devraient contribuer aux modèles de développement pour les PMA dans la décennie à venir.

Au centre de l'événement, le rôle de l'OHRLLS est d'assurer une préparation adéquate, efficace, et rapide de la conférence et de continuer à mobiliser et coordonner la participation active des organismes du système des Nations Unies.

A seulement un peu plus d'un an avant la conférence de cinq jours, la visite de Diarra faisait partie d'une vaste gamme de préparations en cours pour cet événement majeur. Prévu pour la première moitié de 2011, la conférence internationale devrait attirer entre 6000 et 8000 participants,

venant, entre autres, d'États Membres, du secteur privé, de la société civile, et d'autres secteurs contribuant au développement.

Ankara constituait la première partie de la mission du sous-secrétaire général. Il s'est entretenu avec les principaux décideurs du pays au sein du ministère des Affaires étrangères. M. Diarra a souligné au cours de ses discussions qu'il était important pour les autorités turques de mobiliser un soutien politique important pour la conférence par le biais de la position que la Turquie occupe dans divers organismes internationaux. Il a ajouté qu'en tant que membre actif du monde globalisé d'aujourd'hui, la Turquie est bien placée pour se servir de ses relations transatlantiques pour rehausser le profil de la conférence et encourager un haut niveau de soutien politique. Pendant son séjour dans la capitale administrative, il en a aussi profité pour établir des contacts au sein du Ministère de l'environnement, de la Commission pour la science et la Technologie, du ministère du Commerce, et avec des parlementaires et des organisations professionnelles.

"A Ankara, j'ai expérimenté un sentiment fort de soutien et d'encouragement. Il y a à la fois un large engagement politique envers le processus et ses résultats et une prise de conscience du besoin de résultats concrets," a dit M. Diarra à MediaGlobal lors d'une interview. Le Haut Représentant a ajouté qu'un des principaux objectifs de sa visite a été aussi d'expliquer aux parties prenantes concernées l'importance de traduire l'appui politique en avantages tangibles pour les



SGA Diarra a rencontré le maire adjoint d'Istanbul M. Kadir Topbas lors de son voyage en Turquie en avril.

PMA, et cela, à moyen terme et à long terme. «Il est primordial pour tous de reconnaître que les décisions de PMA IV doivent être durables» a-t-il noté.

A Istanbul, le Secrétaire général adjoint a rencontré M. Muammer Guler, le gouverneur, ainsi que l'adjoint au maire de la ville, M. Kadir Topbas, qui lui ont assuré qu'ils feraient tout leur possible pour aider l'ONU à organiser une conférence réussie. Les deux hauts fonctionnaires ont mis l'accent sur le fait que la Turquie a par le passé organisé deux réunions importantes à Istanbul, à savoir le Forum mondial de l'eau en 2009, auquel environ 30.000 personnes ont participé et la réunion annuelle de la Banque mondiale / FMI en Octobre 2009 et ses plus de 10.000 participants.

"Après mes entretiens avec le gouverneur et le maire adjoint, je suis en effet convaincu que la Turquie a les infrastructures nécessaires, l'expertise, et la capacité d'organiser PMA IV," conclut Diarra. ■

## conférence sur les PMA

disponibles sur le site.

Le site constitue aussi une ressource essentielle en ligne conçue pour renseigner les internautes sur ce que sont les pays les moins avancés et les informer des principaux défis au développement rencontrés par les 49 pays qui appartiennent à ce groupe.

Le lancement du site promeut les objectifs de transparence de la conférence dans le processus

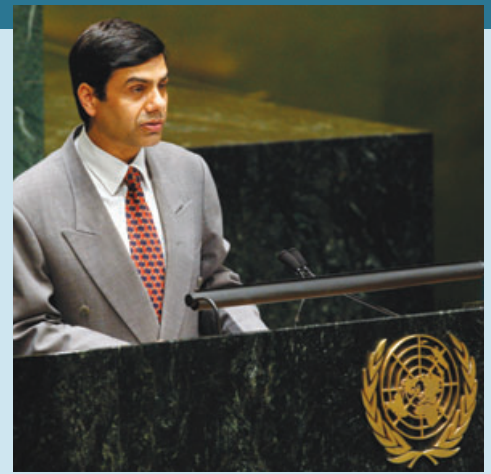
préparatoire et encourage un dialogue inclusif entre les diverses parties prenantes, y compris les États membres, plusieurs organismes des Nations Unies, des organisations internationales, la société civile, le monde universitaire, et le secteur privé. Le site est le résultat d'un effort de collaboration entre la Section des services Web du Département de l'information publique des



Nations Unies et OHRLLS, organisme coordinateur de la conférence. Une nouvelle page Facebook pour la conférence fournit également toutes mises à jour sur les derniers développements et événements de la conférence. ■

# La prochaine conférence sur les Pays les moins avancés se penche sur les contraintes des pays les plus vulnérables

Nosh Nalavala en conversation avec l'ambassadeur Gyan Chandra Acharya, Représentant permanent du Népal auprès de l'Organisation des Nations Unies



Ambassadeur Gyan Chandra Acharya, Représentant permanent du Népal auprès de l'Organisation des Nations Unies s'adresse à l'Assemblée générale.

*Nosh Nalavala: Ambassadeur Acharya, la résolution 63/227 de l'ONU mandate que PMA IV ait lieu en 2011. Ce sera une évaluation globale de la mise en œuvre du Programme d'Action de 2001-2011. Pensez-vous que la communauté internationale a rempli ses engagements à l'égard des promesses qui ont été faites à Bruxelles en 2001?*

**Ambassador Acharya:** Il y a deux aspects importants du Programme d'Action de Bruxelles. Le premier porte sur l'engagement national des pays les moins avancés eux-mêmes en vue d'atteindre les objectifs qui ont été définis en partenariat avec la communauté internationale. Le deuxième aspect porte sur l'engagement international. Quand nous parlons d'engagement international, nous pensons que le fait de promouvoir les intérêts des PMA et de les intégrer dans la communauté internationale n'est pas seulement dans l'intérêt des PMA, mais aussi dans l'intérêt de la communauté internationale dans son ensemble. C'est pourquoi ces deux aspects sont en accord. Du point de vue de l'engagement qui a été pris de 0,15 à 0,2 pour les PMA, sur 0,7 pour toute la communauté internationale, et qui n'a pas été respecté.

*Quelles difficultés peut-on entrevoir pour les PMA en ce moment?*

L'un des défis majeurs pour les PMA est qu'il y a des difficultés structurelles entre ces pays qui sont différents des défis au développement dans d'autres pays. C'est parce que ce développement est fondamentalement lié à un niveau d'activité économique très faible, un niveau de pauvreté très élevé, une base très étroite d'activités économiques liées à l'exportation, et une grande dépendance à l'assistance internationale pour le développement de ces activités économiques. Qu'il s'agisse de l'accès aux marchés financiers, de l'amélioration de nos capacités de production, de l'accent sur nos capacités sociales et humaines de développement, nous voyons qu'il y a énormément de défis, tous profondément enracinés au sein des PMA, et c'est pour cela que nous avons besoin de l'engagement international autant que des efforts nationaux.

*En juillet dernier, vous avez eu une réunion préliminaire pour la prochaine conférence au cours*

*de laquelle le Représentant pour les PMA a tiré la sonnette d'alarme. Sa citation exacte était: «la pauvreté ce manifeste actuellement dans les PMA à un taux jamais enregistré auparavant et cela pourrait s'empirer en raison de la crise économique et financière globale». En tant que responsable des PMA au sein de l'ONU, quelles sont les mesures urgentes qui ont été prises sous votre intendance pour atténuer la pauvreté?*

Il y a eu deux rapports à ce sujet, un par l'OIT et l'autre par la FAO (ONUAA). Ces rapports ont indiqué que de nombreuses personnes, en particulier dans les pays les plus vulnérables – dont ceux des PMA – souffrent déjà de la pauvreté exacerbée par la crise économique. Comment est-ce que cela nous touche? Nous sommes inquiets car l'ensemble du niveau d'aide a diminué. Nous nous attendions à un niveau supérieur. Bien sûr, le but est d'atteindre 0,7 pour cent, mais la moyenne est d'environ 0,4 pour cent. Il est très clair que l'assistance internationale ne va pas aux pays où elle est la plus nécessaire. D'autre part, de nombreux pays souffrent de la crise alimentaire et le prix de la nourriture est vraiment élevé sur le marché international et la plupart des PMA sont des pays à déficit vivrier. S'ils n'ont pas la capacité d'importer des aliments, évidemment, survient le problème de la faim et la pauvreté.

*Une augmentation de l'APD pourrait aider?*

Il doit y avoir une approche globale à ce sujet. Il doit y avoir un fonds pour aider les pays affecté par le déficit alimentaire, non seulement à court-terme, mais aussi, pour le soutien à long-terme du développement agricole, du développement des semences et des questions liées au climat.

*Y a-t-il un fonds monétaire pour les PMA à l'horizon?*

Oui, la FAO travaille actuellement sur un fonds pour faire face à la crise alimentaire. Un certain nombre de pays développés ont démontré un certain intérêt et on proposé d'aider la FAO à rassembler des fonds et des programmes pour nous aider.

*Connaissez-vous la composante financière du fonds en ce moment?*

Je pense qu'il est d'environ \$3 milliards, mais nous voulons demander plus, car il y a des

problèmes dans de nombreux pays. De même, il y a aussi un fonds qui a été annoncé au Danemark, à propos du fonds pour le changement climatique. Ce serait à peu près 10 milliards de dollars par an de 2010 à 2013. Nous espérons que ce fonds sera mis en place le plus tôt possible, car le changement climatique a déjà un impact négatif dans de nombreux pays.

*Quant aux 49 PMA, pensez-vous qu'ils atteindront les OMD?*

C'est un grand challenge. Bien sûr, il ne reste plus que cinq ans avant l'échéance établie pour la réalisation des OMD. Si vous regardez les derniers rapports qui sortent du PNUD, ils indiquent que si nous ne faisons pas attention et travaillons de manière nonchalante, de nombreux pays, en particulier les PMA, pourraient ne pas être en mesure d'atteindre les OMD.

*Des huit OMD, quelles sont, selon vous, les plus difficiles?*

Le premier objectif, sans doute, puisque liée au problème de la pauvreté et de la faim, est le plus difficile à résoudre. Ensuite, l'objectif d'amélioration de la santé maternelle, suivi des objectifs liés à l'enfance, c'est-à-dire la réduction du taux de mortalité infantile, et bien sûr, l'éducation.

*L'impact des changements climatiques sur les PMA est dévastateur. Des pays comme le Népal et le Bangladesh ne sont pas à l'abri. Que faut-il faire pour remédier à la situation? Qu'attendez-vous des pays développés? Comment allez-vous présenter le cas à la conférence de PMA IV sur le changement climatique...?*

Le changement climatique est désormais une question d'envergure internationale et nous voulons profiter de cet engouement général pour porter attention sur le sort des PMA. Ces pays ont le moins de capacité à résister à ces changements climatiques, et n'y contribuent pas, et donc, d'un point de vue juste et équitable, c'est très important pour les PMA. Et parce que ces pays sont souvent les plus grandes victimes de l'impact du changement climatique – et cela de manière totalement disproportionnée – ce n'est pas seulement une question d'impact économique, c'est une question de subsistance.



## Quel est votre programme majeur au PMA IV?

Nous avons eu deux conférences en préparation à celle de PMA IV. Une a eu lieu en janvier cette année, et l'autre a eu lieu en Afrique. De grandes analyses de la situation dans chacun des pays les moins développés sont parues parce que ces conférences régionales étaient axées sur une évaluation interne du Programme d'Action de Bruxelles. Ce que je peux voir, c'est qu'il y a quatre ou cinq domaines sur lesquels nous allons nous concentrer en se fondant sur ces deux conférences régionales. Un, comment vraiment assurer que nos efforts nationaux et nos capacités nationales soient renforcées pour faire face aux questions de développement social et humain car,

après tout, c'est le peuple qui contribue à la croissance économique. Et d'autre part, comment peut-on vraiment améliorer la capacité de productivité des secteurs clés du développement – l'infrastructure et le secteur agricole – pour de nombreux PMA? Troisièmement, les nouvelles crises mondiales ont touchées de façon disproportionnée ces pays, qu'il s'agisse de la crise économique et financière, de la crise alimentaire, ou de la crise des changements climatiques. A moins que ces quatre éléments soient en place, nous ne pourrions pas vraiment faire de progrès. Quatrièmement, et cela est très important, il faut un suivi plus efficace. Comment pouvons-nous avoir une approche plus

efficace au suivi, au contrôle des mécanismes d'examen, que ce nous avons eu dans le passé? Le problème majeur auquel nous devons faire face aujourd'hui est que nous n'avons qu'un seul examen à la fois. Peut-être que nous devrions avoir un mécanisme d'examen continu, de sorte que, même s'il y a des défis internes, nous pouvons nous en occuper, et s'il y a des défis au niveau international, ils devraient être examinés en partenariat avec la communauté internationale. Nous pensons que tout cela contribuera à la croissance internationale, à la sécurité internationale, et à la stabilité internationale. ■

Transcription par Rebekah Mintzer

LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT DES CARAÏBES...  
continué de la page 3

« Les états insulaires sont en situation 'très précaire' en raison de leur isolement, de leur dépendance à l'importation de vivres et d'énergie, de leur manque de connectivité, et même de leur dépendance aux biens de consommation et aux flux financiers extérieurs”, Puri a confié à MediaGlobal. [Ils ont] «de très grands ratios de dépendance aux flux financiers extérieurs par rapport au PIB,” a-t-elle ajouté.

Et pourtant, ces vulnérabilités peuvent également faire effet d'avantages en utilisant les outils qui conviennent dans un cadre positif. Les changements climatiques, par exemple, présentent à la fois une vulnérabilité et une opportunité pour les PEID. Bien que les États insulaires connaissent déjà les effets néfastes du changement climatique et ont déjà suscité l'attention mondiale sur ce problème, ils sont aussi de solides candidats pour les programmes de changement climatique car le moindre investissement peut améliorer leur pays de manière inestimable.

“Une goutte d'aide peut faire un océan de différence,” a dit Puri. «Si une petite taille peut être un facteur de vulnérabilité, elle peut aussi être un avantage. Les PEID peuvent devenir des laboratoires de développement vert, de croissance verte, de production verte, d'énergie verte.”

OHRLS a un mandat très précis. L'le bureau préconise que les besoins et les intérêts de ces pays soient intégrés dans le débat et le cadre de développement mondial, tout en offrant également à ces pays divers conseils stratégiques.

Lors de la réunion à la Grenade, Puri a mis l'accent sur la nécessité de créer des objectifs livrables et mesurables conformes aux mesures de la Stratégie de Maurice. Elle a également souligné l'importance d'intégrer les questions d'ordre local à celles de la communauté mondiale, en particulier, des thèmes importants tels que la sécurité alimentaire, l'environnement durable, et l'accessibilité aux ressources des zones marines et côtières. Les pays des Caraïbes continueront à travailler pour mettre en œuvre ces suggestions en préparation à la réunion interrégionale de mai. ■

## Mobilisation de ressources pour les pays les moins avancés

Rebekah Mintzer

Avec la quatrième Conférence de l'Organisation des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA) prévue pour 2011 à Istanbul, Turquie, des évaluations sont déjà en cours afin de mesurer les avancées économiques et sociales de ces PMA, et de déterminer de quelle manière il pourrait encore y avoir des progrès. Une commission d'experts s'est réunie en mai à Columbia University à New York sous le thème de Mobilisation de Ressources pour la croissance durable et le développement des PMA, la rencontre a offert de nombreux points de vue et opinions sur la façon dont le secteur publique et privé pourraient mieux s'engager dans le financement du développement socio-économique des PMA, et comment les fonds disponibles pourraient être utilisés plus efficacement sur le terrain.

Les participants ont également souligné que les PMA ne doivent pas devenir complètement dépendants ou faire mauvais usage de fonds acquis. Tous les panélistes ont convenu que le rôle du secteur privé en ce qui concerne le développement des PMA ne doit pas non plus être minimisé.

La crise financière mondiale actuelle a contribué à la perte de soutien du secteur public et privé – pourtant bien nécessaire – à de nombreux PMA. L'idée que ces pays soient à la merci d'une crise à laquelle ils n'ont pas participé et donc, n'auraient pu être la cause, a été un sujet de grande préoccupation entre les panélistes et les participants:

“Comment pouvons-nous transformer cette crise en opportunité et assurer que les PMA aient de meilleures conditions, de plus grands engagements, et surtout, une plus grande voix et plus grand degré de participation dans les processus mondiaux et comment pouvons-nous leur procurer un plan de relance?” Puri a demandé. “Je pense qu'une des leçons est que, s'ils [les pays riches] peuvent dépenser des milliards pour sauver des pays et des économies, ils peuvent se permettre de dépenser quelques milliards pour sauver 49 pays du piège de la pauvreté.” ■



Photo by Rebekah Mintzer

Lakshmi Puri a participé à la commission d'experts à Columbia University à New York avec Julius Kiiza, chercheur universitaire en visite, au Centre pour le Développement Global.

“Je pense qu'il [le groupe] a été très instructif, car il a tenu compte de la perspective politique et scientifique, ainsi que des points de vue nationaux, régionaux, et mondiaux», a déclaré Mme Lakshmi Puri, Directrice de l'Office de l'ONU pour les pays les moins avancés, pays en développement sans littoral, et les petits États insulaires (UN-OHRLS).

Le consensus parmi les experts était que l'aide étrangère est essentielle au processus de développement et que de nombreux pays riches n'ont pas honoré leurs promesses d'aide initiales.

événements à venir

**OHRLS: séminaire pour les points focaux nationaux des PMA**  
Janvier 2011, New York

**Première réunion du Comité Préparatoire intergouvernemental sur les PMA-IV**  
du 10 au 14 janvier 2011, New York

**Seconde réunion du Comité Préparatoire intergouvernemental sur les PMA-IV**  
du 18 au 25 avril 2011, New York



### LA CRISE ECONOMIQUE MET A L'EPREUVE LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

L'impact initial de la crise financière et économique mondiale a coûté un montant estimé à 71,5 milliards de dollars de perte de revenus total aux 49 pays les moins avancés (PMA) du monde, selon un rapport récent de l'ONU.

Cette perte s'élève à 30 pour cent du PIB des PMA touchés, comparable aux 28,2 milliards de dollars d'aide au développement reçus par ces pays en 2006. Le rapport affirme qu'il faudra des actions drastiques des leaders de ces pays ainsi que de la communauté des bailleurs de fonds internationaux pour faire face à ces chocs.

Selon la classification de l'ONU, les Pays les moins avancés sont des États qui font face à de nombreux obstacles structurels au développement durable et à la croissance économique.

Bien que l'impact exact de la crise économique mondiale varie entre PMA en fonction de l'état de leur capacités

commerciales, la crise aura certainement un impact général sur le taux de pauvreté et la croissance de ces pays, toujours selon le rapport.

Produit par l'Office du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins développés, Pays en développement sans littoral, et les petits États insulaires en développement (OHRLLS), le rapport a également fait plusieurs recommandations générales au niveau national et international pour atténuer ces effets négatifs.

Parmi ces recommandations: la nécessité pour les gouvernements des PMA de mettre en œuvre une politique budgétaire anticyclique; de maintenir un vrai budget à l'éducation, la santé, et autres services sociaux pour chaque citoyen, et d'utiliser la politique monétaire pour stimuler les investissements.

Au niveau international, les pays donateurs devraient tenir leurs promesses d'aide au développement et fournir un soutien financier pour les pays les moins développés. Avec les pays développés directement touchés par la crise financière, l'aide au développement et les investissements directs à l'étranger – tous deux, d'importantes sources de financement pour les pays pauvres – ont été en déclin.



### ETATS SANS LITTORAL EN DÉVELOPPEMENT, VICTIMES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Presque tous les états en développement sans littoral peuvent s'attendre à une baisse substantielle du taux de croissance de leur production – résultat direct de la crise financière et économique globale, selon un récent rapport des Nations Unies.

Les pays en développement sans littoral sont extrêmement vulnérables aux répercussions de la crise économique, compte tenu des défis uniques auxquels ils font face en matière de commerce international. Parce qu'ils n'ont pas directement accès à la mer, ces pays ont tendance à être confrontés à des coûts de transport plus élevés et nécessitent des transits à travers les pays voisins pour avoir accès à des échanges économiques directs et moins chers.

Le rapport, produit par l'Office des Nations Unies du Haut Représentant pour les

Pays les moins développés, Pays en développement sans littoral, et les petits États insulaires en développement (OHRLLS), explore les ramifications de la crise mondiale sur ces pays tout en analysant également la réponse des institutions internationales face à cette crise et la présentation d'options de politique intérieure pour les gouvernements de ces pays.

Le rapport indique aussi qu'à court terme, la plupart des pays en développement sans littoral sont susceptibles d'être victimes d'impacts «très négatifs» sur leur bien-être général, sur l'investissement et le maintien des infrastructures liées au transport. Même si une politique budgétaire anticyclique peut contribuer à atténuer ces effets négatifs, les pays en développement sans littoral auront besoin de ressources externes pour atténuer toute contraction de la production nationale et éviter l'instabilité macroéconomique.

Malheureusement, une des préoccupations majeures est que le niveau de soutien que la communauté internationale peut offrir en guise de mesure d'atténuation n'est pas encore claire. ■



## MediaGlobal

Voice of the Global South

United Nation Secretariat, Suite S-301

New York, NY 10017

**MEDIAGLOBAL** est une organisation internationale indépendante d'information et média basée au sein de l'ONU, avec pour mission de sensibiliser les réseaux d'information internationaux sur les questions de développement et de justice sociale dans les Pays les moins développés (PMA). Fondée en 2006, MediaGlobal siège actuellement à New York avec des bureaux au sein du Secrétariat des Nations Unies.

Avec une forte concentration sur l'actualité des PMA de l'hémisphère Sud, MediaGlobal diffuse à travers le monde toutes les nouvelles concernant le développement économique, la santé mondiale, la sécurité alimentaire, et l'impact du changement climatique sur ces pays.

"L'engagement" (*The Commitment*) est publié en collaboration avec l'Office du Haut Représentant des Nations Unies pour les Pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, et les petits États insulaires.

Pour plus d'informations, contactez-nous:  
Par téléphone au: 609.529.6129  
Par Courriel électronique: [media@mediaglobal.org](mailto:media@mediaglobal.org)

**Editeur et rédacteur en chef**  
Nosh Nalavala

**Coordinateurs**  
Fred Kirungi  
Ricardo Dunn  
Lena Bera

**Correspondants de MediaGlobal (À l'ONU)**  
Allyn Gaestel  
Rachel Pollock  
Rebekah Mintzer  
Robin Wallace  
Kevin Moore